

Peut-on soutenir aujourd'hui qu'un citoyen vivant dans une commune de banlieue puisse être totalement indifférent à la gestion administrative des autres communes de l'agglomération parisienne ? Peut-on, en particulier, défendre la thèse adoptée par les différents partis bourgeois, les uns par égoïsme de classe, les autres pour la vaine satisfaction de glorioles personnelles, que l'action administrative des différentes communes de banlieue peut être indifféremment orientée dans tel ou tel sens ?

Il n'y a plus aujourd'hui ou presque plus dans l'agglomération parisienne de gens dont la vie économique soit concentrée dans une commune déterminée. Les règles mêmes que nous avons exposées de la constitution des banlieues ont montré avec évidence que la plupart de ceux qui ont fait de telle ou telle commune leur résidence, ont leurs intérêts industriels et commerciaux au noyau de l'agglomération, c'est-à-dire à Paris. On ne trouve plus en banlieue, comme autrefois, des gens nés dans nos communes, y ayant passé leur existence, y possédant leurs intérêts et étrangers par conséquent à l'effort exercé à côté d'eux dans les autres parties de l'agglomération.

Il y a d'abord une solidarité d'intérêts étroite, entre la banlieue et Paris.

Les banlieusards sont généralement des émigrants quotidiens qui chaque jour vont à la capitale porter leur effort personnel au labeur social, et qui après avoir accompli leur journée de travail, rentrent le soir dans les communes de la périphérie trouver le logement aéré et à un prix modeste que les conditions de développement de l'agglomération parisienne leur rend de plus en plus impossible à trouver dans la ville de Paris elle-même. Cette solidarité se traduit d'une façon toute particulière en ce qui concerne les moyens de transport et il serait superflu de souligner combien, parmi le million de voyageurs qui chaque jour sont transportés par les moyens modernes de transport en commun, appartiennent en réalité à la banlieue.

Chaque habitant de cette partie de l'agglomération parisienne a en réalité une double vie, une vie parisienne et une vie banlieusarde; il est profondément illogique de constater la survivance d'une organisation administrative qui lui rend impossible toute influence sur l'administration des différentes parties de l'agglomération.